

* Sur la collaboration entre (néo)trotskistes et islamistes en Egypte

Dans un récent article consacré à «l'islamogauchisme» (terme **inepte** puisqu'il s'agit en réalité d'une «gauche théocompatible¹» qui s'oppose à la gauche laïco-républicaine xénophobe, tantôt européiste tantôt souverainiste) un journaliste de *Libération* a écrit :

«L'écrivain Pascal Bruckner reprend la notion [d'islamo-gauchisme] en 2006 dans la Tyrannie de la pénitence (Grasset) pour dénoncer une "alliance entre militants de gauche et associations musulmanes radicales". L'essayiste s'appuie en fait sur un texte intitulé «Le Prophète et le prolétariat» publié en 1994 par Chris Harman, leader du Socialist Workers Party (mouvement trotskiste au Royaume-Uni), qu'une lecture tronquée fait passer pour la promotion d'une telle coalition stratégique.»

L'auteur de cet article (Simon Blin) n'a visiblement rien compris au texte dont il cite le titre. En effet, Chris Harman conclut son long article en promouvant une telle coalition² contre l'impérialisme et contre l'Etat, selon les termes mêmes de ce dirigeant néotrotskiste décédé en 2009 :

«Sur certaines questions nous serons du même côté que les islamistes contre l'impérialisme et contre l'Etat. C'était le cas, par exemple, dans un grand nombre de pays lors de la seconde guerre du Golfe. Ce devrait être le cas dans des pays comme la France ou la Grande Bretagne lorsqu'il s'agit de combattre le racisme. Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : "Avec les islamistes parfois, avec l'Etat jamais.»

Mais même dans ce cas, nous divergeons des islamistes sur des questions fondamentales (...).

Lorsque nous sommes du même côté que les islamistes, une de nos tâches est de polémiquer avec fermeté avec eux, de mettre en question leurs opinions – et pas seulement sur l'attitude de leurs organisations envers les femmes et les minorités mais aussi sur la question fondamentale, à savoir, avons-nous besoin de la charité des riches ou de renverser et détruire les rapports de classe existants.

Par le passé, la gauche a commis deux erreurs face aux islamistes. La première a été de les considérer comme des fascistes, avec lesquels rien de commun n'était possible. La seconde a été de les considérer comme des "progressistes" qu'il ne fallait pas critiquer.

Ces erreurs ont toutes deux contribué à aider les islamistes à croître aux dépens de la gauche dans la majorité du Moyen-Orient. Il faut une approche différente, qui considère l'islamisme comme le produit d'une crise sociale profonde qu'il ne peut en aucune façon résoudre, qui se batte pour gagner certains de ses jeunes partisans à une autre perspective très différente, indépendante, socialiste révolutionnaire.»

Mais il faut aller plus loin que ce texte de 1994, qui, après tout, aurait très bien pu n'avoir aucune conséquence concrète. Or, ce n'est pas du tout le cas, comme en témoigne l'article traduit ci-dessous et écrit par un journaliste et blogueur égyptien, membre des Socialistes Révolutionnaires (groupe égyptien originellement très proche du SWP britannique³ auquel appartenait Chris Harman), et qui décrit en détail cette collaboration entre néotrotskistes et islamistes dans son pays. On trouve d'ailleurs un autre article, universitaire cette fois, qui analyse le même phénomène⁴ en 2017 et se termine ainsi : «À l'heure actuelle, les Socialistes Révolutionnaires restent le seul acteur important de gauche en Égypte à

¹ «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (2008)

<http://www.mondialisme.org/spip.php?article1067>

² On pourra certes m'objecter que cette collaboration est seulement « tactique » mais pas « stratégique » mais cela n'a guère de sens d'opposer ces deux dimensions quand on a affaire à une organisation totalitaire comme les Frères musulmans.

³ Quels que soient les liens actuels entre le SWP britannique et les Socialistes Révolutionnaires égyptiens, jusqu'en 2016, les communiqués et articles des SR sur l'Égypte ont été régulièrement publiés par l'hebdomadaire néotrotskiste sans le moindre commentaire critique.

⁴ Irina Tsaregorodtseva, «The Revolutionary Socialists in Post-'Arab Spring' Egypt», *Socialism and Democracy*, 2017, volume 31, n° 1, disponible en ligne.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08854300.2016.1256584>.

manifester son soutien aux Frères musulmans ; leur éventuelle coopération pourrait établir une nouvelle et même décisive coalition entre les islamistes et la gauche au Moyen-Orient.»

J'aurais d'ailleurs pu mentionner la collaboration régulière au Royaume Uni entre néotrotskistes et islamistes, collaboration que Simon Blin semble lui aussi ignorer (ou qu'il dissimule sciemment aux lecteurs de *Libération*). A ce sujet on pourra lire en français ces trois articles de Romy Hassan : ««Islamophobie » et alliances électorales en Grande-Bretagne⁵» (2003) ; Sacha Ismail : «Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ⁶?» (2004) et «Le SWP, et la nouvelle gauche arabe⁷» (2009). Sans compter le numéro 52/53 de la revue *Ni patrie ni frontières*⁸ qui comporte de nombreux articles sur l'islam, l'islamisme et le djihadisme. Leurs auteurs, des militants britanniques ou vivant au Royaume-Uni, défendent une perspective totalement opposée aux coalitions avec les islamistes pratiquées par le SWP britannique depuis plus de deux décennies.

Pour juger sur pièces, plutôt que de faire confiance à *Libération*, mieux vaut lire ce témoignage détaillé d'un militant néotrotskiste égyptien qui apporte également des renseignements intéressants sur la situation politique de son pays. Publié en mars 2007, ce texte⁹ démontre que, même si l'expression d'«islamogauchisme» est absurde (cf. mes articles à ces sujets¹⁰), il existe bel et bien une collaboration entre néotrotskistes et islamistes qu'il est inutile de nier (ou de dissimuler) comme le fait *Libération*. On remarquera d'ailleurs que ce néotrotskiste égyptien, quand il s'adresse à ses lecteurs, oublie ses «sœurs»... Un lapsus révélateur des conséquences de ces alliances funestes entre néotrotskistes et islamistes.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 2 novembre 2020

⁵ <http://nfnf.eu/spip.php?article186>

⁶ <http://mondialisme.org/spip.php?article114>

⁷ <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/2009-07-le-swp-legypte-et-les-lecons-de-la-revolution-iranienne-awl/>

⁸ Téléchargeable ici : <http://nfnf.eu/spip.php?article662>

⁹ <http://www.mafhoum.com/press10/300S24.htm> et <https://merip.org/2007/03/comrades-and-brothers/>

¹⁰ « L' « islamo-gauchisme » est un concept confus et erroné » (2007) <http://mondialisme.org/spip.php?article1071> et « Islamo-fascisme » et « islamo-gauchisme » : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux (2016) <http://nfnf.eu/spip.php?article244> .

* Hossam El-Hamalawy

Chers Camarades et chers frères,

Emad Moubarak est un homme très occupé. Directeur de l'Association pour la liberté de pensée et d'expression, et avocat au Centre juridique Hisham Moubarak, le militant de gauche Emad Moubarak ne peut participer à une réunion sans être interrompu par la sonnerie de son téléphone portable. Ces jours-ci, les appels proviennent d'étudiants des Frères musulmans, le groupe islamiste officiellement interdit¹¹ qui est le plus grand mouvement politique d'Égypte. Les étudiants appellent pour signaler les violences des Services de sécurité de l'Etat à leur rencontre sur les campus, ou pour demander son aide juridique pendant qu'ils sont interrogés par les administrateurs de l'université.

«*Chaque fois que je reçois un appel, je ne peux m'empêcher de me souvenir du bon vieux temps et de notre cohabitation sur le campus avec les Frères musulmans*», glousse Emad Moubarak. En mars 1999, il a passé 22 jours dans la prison de Tura, au sud du Caire, après que des étudiants des Frères musulmans l'eurent agressé, lui et huit de ses camarades étudiants socialistes révolutionnaires sur le campus, et les aient remis à la police. «*Aujourd'hui, les choses sont différentes. Les militants de gauche et les islamistes peuvent s'asseoir autour de la même table et discuter. La plupart de mes clients sont des Frères musulmans*, m'a déclaré M. Moubarak. *Je leur dis que je suis communiste, et cela ne leur pose pas de problèmes.*»

Des bagarres sur les campus dans les années 1990 aux manifestations communes en 2005-2006, les relations entre les Frères musulmans et la gauche radicale en Égypte ont fait du chemin. Dans les milieux où les deux tendances opèrent côte à côte, comme les syndicats étudiants et les syndicats professionnels, l'hostilité ouverte a disparu, et il existe même une petite coordination au niveau des tactiques. Néanmoins, la coopération reste symbolique, et les militants de gauche et les islamistes doivent encore unir leurs forces pour entreprendre des actions de masse soutenues contre leur ennemi commun, le régime du président Hosni Moubarak.

* Une nouvelle gauche

L'amélioration des relations entre la gauche et les islamistes est due en grande partie à deux facteurs. Le premier est l'évolution d'une nouvelle gauche en Égypte dont les deux principaux piliers sont l'organisation des Socialistes Révolutionnaires et des associations, en pleine expansion, qui défendent les droits de l'homme et penchent de plus en plus à gauche. Cette nouvelle gauche a adopté, envers l'islamisme, une attitude différente de celle des précédentes «*vagues communistes*» [1]. Deuxièmement, le changement générationnel au sein des cadres de la gauche et de la confrérie, a été stimulé par un renouveau politique dans le peuple égyptien, grâce à la deuxième Intifada palestinienne.

Les tensions entre la gauche égyptienne et les Frères musulmans ont une longue histoire, depuis la collaboration des islamistes avec le roi Farouk pour briser les grèves dans les années 1940 jusqu'aux appels du président Anouar el-Sadate demandant aux islamistes d'attaquer violemment les étudiants de gauche dans les années 1970. Durant les années 1980 et 1990, la plupart des organisations de gauche indépendantes ont adopté une position sur l'islam politique similaire à celle du Parti communiste égyptien – qui constituait le courant dominant au sein de la «gauche légale» rassemblée au sein du Parti Tagammu¹² – et assimilant les organisations islamistes, réformistes ou radicales, au fascisme. La seule

¹¹ La dernière interdiction des Frères musulmans date de 2013, mais cet article a été publié en mars 2007, il doit donc s'agir d'une autre interdiction (NdT).

¹² Le Tagammu (le Rassemblement, appelé aussi Parti progressiste syndicaliste national) est un parti composé de nasséristes, d'islamistes « de gauche », de nationalistes et de « marxistes », créé par d'anciens membres du Syndicat arabe socialiste (pro-gouvernemental), après sa dissolution en 1976 par Sadate. Son programme politique est très modéré et il n'a jamais eu plus de six députés. Selon le site trotsko-altermondialiste europe-solidaire.org : « *Sous l'ancien régime, le Tagammu était un parti légal disposant de quelques sièges au Parlement, d'un journal (al Ahâli), de locaux, de permanents, etc. On y*

modeste exception a été le Parti socialiste du peuple d'Ahmad Nabil al-Hilali, qui a brièvement flirté à la fin des années 1980 avec l'idée que l'islam militant était un «*mouvement pour les pauvres*», méritant d'être soutenu. L'attitude majoritaire de la gauche stalinienne traditionnelle s'est traduite par une alliance, parfois ouverte et parfois tacite, avec l'intelligentsia laïque égyptienne – et avec le régime de Moubarak. Il va sans dire qu'une action politique commune avec les Frères musulmans n'a jamais été envisagée. Quelques avocats indépendants de gauche comme al-Hilali et Hisham Moubarak ont participé à la défense des détenus islamistes, mais il s'agissait d'initiatives individuelles. Comme on pouvait s'y attendre, les Frères musulmans n'appréciaient pas du tout l'étiquette de «fascistes», et ils considéraient la gauche avec une grande méfiance.

À partir de la fin des années 80, de petits cercles d'étudiants égyptiens, influencés par le trotskisme, se sont réunis afin d'étudier le marxisme, pour finalement former en avril 1995 une organisation qui s'est appelée la Tendance Socialiste Révolutionnaire. Opposés à la gauche stalinienne, ces militants ont mis en avant le slogan «*Parfois avec les islamistes, jamais avec l'État*» dans les journaux et tracts qu'ils distribuaient sur les campus universitaires et ailleurs [2]. Dans la pratique, ce slogan s'est traduit par la prise en charge de la cause des étudiants des Frères musulmans sur les campus lorsqu'il s'agissait de questions «démocratiques», comme lorsque la Sécurité d'État a interdit aux candidats islamistes de se présenter aux élections des syndicats étudiants ou a expulsé les étudiants islamistes des établissements scolaires. Les *ma'arid* – placards en tissu ou en carton disposés sur les places des campus – des étudiants socialistes révolutionnaires des universités du Caire et 'Ayn Shams dénonçaient régulièrement les peines prononcées par les tribunaux militaires contre les Frères musulmans. Dans le même temps, les étudiants trotskistes ont affronté les Frères musulmans sur des questions telles que la liberté d'expression et les droits des femmes et des chrétiens coptes. Chaque fois qu'ils estimaient que les Frères musulmans voulaient imposer la ségrégation sexuelle dans les salles de classe, ou mettre un frein aux activités liées au théâtre et à l'art sur le campus, ou chaque fois que le Guide suprême des Frères musulmans faisait des commentaires sectaires sur les Coptes, les «placards» des socialistes révolutionnaires s'y opposaient avec véhémence.

Comme le rappelle un Socialiste Révolutionnaire actif dans les années 1990 : «*Les Frères musulmans n'avaient jamais rencontré auparavant des militants de gauche comme nous. Ils n'arrivaient pas à nous comprendre au début. De toute façon, nous étions encore trop marginaux pour qu'ils s'en préoccupent. Nous n'étions qu'une poignée.*» La situation a commencé à changer en 1999. A quelques occasions cette année-là, comme s'en souvient un militant, les étudiants des Frères musulmans de l'université du Caire ont permis aux étudiants socialistes révolutionnaires de s'exprimer lors de rassemblements organisés sur le campus contre les frappes aériennes américaines en Irak. Les étudiants socialistes révolutionnaires ont profité de cette opportunité sans précédent et compris que les Frères musulmans les reconnaissaient désormais comme une force à laquelle il fallait donner une place sur la scène politique. Cela a été une étape dans un long et lent processus de construction de la confiance.

D'une poignée de membres en 1995, les Socialistes Révolutionnaires sont devenus quelques centaines de militants à la veille de la deuxième Intifada palestinienne. Leurs rangs se sont ensuite gonflés grâce à leur rôle dans le mouvement égyptien de solidarité avec les Palestiniens, à une époque où les Frères musulmans s'abstenaient en grande partie de mener des actions de rue. L'influence radicalisatrice de l'Intifada chez les jeunes a contribué à réveiller la tradition égyptienne de faire de la politique dans la rue, qui avait été pratiquement étouffée par les redoutables Services de sécurité du régime de Moubarak. Le Caire et plusieurs provinces ont connu leurs manifestations les plus importantes

trouvait notamment des nostalgiques de la période de Nasser et des communistes. Certains de ses militants étaient à la fois membres de la direction de Tagammu et de la direction de l'ETUF (la centrale syndicale officielle sous la dictature). Le parti Tagammu était très complaisant envers Moubarak : son président avait même déclaré que la chute de celui-ci serait négative. Cette attitude a entraîné le départ sur la gauche de militants refusant de telles compromissions, et dont certains ont ensuite participé à la constitution de l'Alliance populaire socialiste (Tahaluf). Tagammu avait participé, le 22 juin, à la constitution d'une éphémère alliance politique avec 17 autres partis dont le PLJ (Frères musulmans), Al-Nour (salafistes), des libéraux et le Wafd (le parti historique de la bourgeoisie égyptienne). » On pourra aussi lire ce bref article en anglais: <https://egyptindependent.com/tagammu-party/> (NdT).

et les plus bruyantes depuis le soulèvement de 1977 qui avait suivi la tentative du président Anouar el-Sadate de supprimer les subventions étatiques pour le pain et autres produits de base.

Malgré les opportunités offertes par la fermentation politique dans les rues, les Frères musulmans ont poursuivi la politique de non-confrontation avec le régime à laquelle ils avaient adhéré depuis la répression menée contre leur base en 1995, et qui avait culminé dans une série de procès tristement célèbres devant des tribunaux militaires. Non seulement les étudiants des Frères musulmans refusaient de se mobiliser dans la rue, mais ils ont également cherché à plusieurs reprises à freiner le militantisme des manifestations [3]. En octobre 2000, par exemple, après que les Socialistes Révolutionnaires eurent affronté la Sécurité d'État et brûlé des fourgons de police lors de manifestations pro-palestiniennes, les Frères musulmans sont apparus pour dénoncer le «sabotage socialiste». À d'autres moments, des étudiants islamistes ont tenté d'empêcher physiquement des étudiants de partir en manifestation à partir des campus.

La scène politique de plus en plus radicalisée a créé un espace d'intervention pour la gauche, mais a également engendré des pressions sur la direction des Frères musulmans de la part des cadres de l'organisation. Les militants de gauche qui se trouvaient alors dans les universités se rappellent avoir dénoncé les militants des Frères musulmans sur les campus pour leur manque de participation aux manifestations de masse. Début avril 2002, précisément après le déclenchement des émeutes pro-palestiniennes dirigées par la gauche à l'université du Caire, les Frères musulmans ont commencé à se rendre aux manifestations organisées par le Comité populaire égyptien pour la solidarité avec l'Intifada palestinienne. *«Les représentants des Frères musulmans des syndicats ont commencé à participer à nos réunions»,* explique Ahmad Sayf, le directeur du Centre juridique Hisham Moubarak, qui a accueilli les réunions du comité. *«Ils n'avaient pas vraiment le choix, car ils auraient perdu leur crédibilité dans leurs circonscriptions s'ils n'étaient pas venus. Ils n'ont cependant envoyé que des représentants plus âgés [généralement Isam al-'Iryan ou Abd al-Mun'im Abu al-Futouh, les deux dirigeants du parti les plus populaires auprès des jeunes islamistes] et ont évité de participer aux mobilisations de masse.»* Plus important encore, poursuit Sayf, *«les Frères musulmans ont cédé à la pression de leurs jeunes, qui n'étaient pas satisfaits de leur attitude complaisante vis-à-vis des autorités.»*

Le 5 avril 2002, un groupe de jeunes Frères musulmans a publié une lettre ouverte au Guide suprême Mustafa Mashhour dans le quotidien londonien *al-Hayat*, mettant en doute le fait que l'organisation soutenait la répression et demandant une plus grande implication dans le mouvement de solidarité avec la Palestine. Sayf conclut : *«La solution alternative consistait à se rapprocher des radicaux de l'opposition, car l'opposition "légale", à savoir Tagammu', le Wafd¹³ et les nasséristes, était trop hostile. Les radicaux de l'opposition, en revanche, étaient heureux de recevoir toute l'aide que les Frères musulmans étaient prêts à apporter.»*

Les Frères musulmans ont d'abord approché les membres des Socialistes Révolutionnaires, les considérant comme les «moins hostiles» parmi les courants de gauche, pour suggérer que les islamistes collaborent avec la gauche dans les mouvements pro-Intifada et anti-guerre. Cette démarche a déclenché un débat dans les milieux de gauche. Les sympathisants du Parti communiste égyptien, du Parti socialiste du peuple, les membres de la bureaucratie du Tagammu et une fraction des organisations qui défendent les droits de l'homme ont refusé toute forme de coopération avec les islamistes, bien qu'ils aient fait une exception pour le Parti socialiste du travail¹⁴ de Magdi Hussein, dont l'islamisme est considéré comme orienté en quelque sorte vers la gauche. Lors de ces manifestations, la foule se divisait habituellement en deux groupes, l'un dirigé par des militants de gauche et des nasséristes scandant des slogans de gauche, et l'autre par les partisans du Parti socialiste du travail scandant des slogans islamiques. Les Socialistes Révolutionnaires, en revanche, ont insisté pour une coordination étroite,

¹³ Parti bourgeois indépendantiste, créé en 1919, au pouvoir entre 1924 et 1939, interdit par Nasser en 1952 et autorisé à renaître en 1978, sous Sadate (*NdT*).

¹⁴ Créé en 1978, ce parti «socialiste» au départ, est devenu rapidement favorable à l'établissement de la charia, à la disparition d'Israël, et à l'établissement de l'unité étatique avec le Soudan et la Lybie. Particulièrement virulent contre les différents gouvernements égyptiens depuis sa création, il est soumis à une intense répression depuis 2000 (*NdT*).

soutenus sur ce point par des militants de gauche des droits de l'homme tels que les membres du Centre juridique Hisham Moubarak et du Centre Nadeem pour la réhabilitation des victimes de la violence.

*** Un « esprit fraternel »**

En 2003 et 2004, les Frères musulmans ont maintenu leur politique de non-confrontation. Alors que les Frères continuaient à envoyer des représentants aux manifestations pro-palestiniennes et anti-guerre, la principale préoccupation de l'organisation était d'organiser son travail caritatif, et de manifester dans les limites fixées par le régime, en totale coordination avec les Services de sécurité. Le régime a utilisé les Frères musulmans comme une soupape de sécurité pour la contestation au début de la guerre en Irak, permettant aux Frères musulmans de prendre part à des rassemblements parrainés par le gouvernement au grand stade du Caire, ainsi que dans les provinces. Pendant ce temps, le Comité de solidarité avec la Palestine, qui penchait vers la gauche, s'est transformé en un mouvement anti-guerre ; il a organisé de petites actions de rue, qui ont explosé en affrontements avec la police dans le centre-ville du Caire les 19 et 20 mars 2003. L'été suivant, un petit responsable des Frères musulmans a parlé de la frustration croissante des cadres du groupe face à la direction qui *«laisse la rue à la gauche. Lorsque Kifaya est entré en scène, certains jeunes des Frères musulmans ont voulu lui emboîter le pas»*.

Le mouvement anti-guerre, successeur du mouvement en faveur de l'Intifada, a de nouveau évolué à la fin de 2004 en un mouvement anti-Moubarak, composé de deux organisations. L'une était Kifaya (le Mouvement égyptien pour le changement), une coalition composée principalement de membres de la fraction nassériste dissidente Karama, de personnes du parti libéral al-Ghad, de personnalités du Parti communiste égyptien et de vétérans du mouvement étudiant des années 1970. L'autre aile était la Campagne populaire pour le changement, de composition plus marxiste, et comprenait les Socialistes Révolutionnaires, des militants de gauche pour les droits de l'homme et des activistes indépendants de gauche. Les deux organisations ont plus ou moins fusionné au cours des mois qui ont suivi. Les actions de rue, parfois quichottesques et théâtrales, menées par Kifaya ont attiré l'attention de l'opinion publique et contribué à briser les tabous de la vie politique égyptienne en lançant des défis directs – sans euphémismes – au président et à sa famille.

Peu après une série de manifestations, Kifaya et un groupe de militants des Frères musulmans, notamment 'Ali 'Abd al-Fattah d'Alexandrie, ont entamé des discussions avec les Socialistes Révolutionnaires et des militants de gauche indépendants, qui ont abouti au lancement de l'Alliance nationale pour le changement en juin 2005. Cette alliance était tactique et s'articulait autour d'une plateforme anti-Moubarak qui mettait l'accent sur la vigilance face à la perspective de fraude électorale lors des élections présidentielles et parlementaires de cette année-là. Les résultats de cette alliance n'ont pas radicalement modifié la scène politique sur le terrain. Après avoir annoncé leur intention d'organiser une manifestation commune avec la gauche sur la place Abdin en juillet 2005, les Frères musulmans ne se sont pas présentés, invoquant des raisons de sécurité. Deux autres manifestations conjointes ont été organisées devant le Syndicat des avocats. La première a été chaotique et la seconde mieux organisée, grâce au consensus établi sur les slogans et les banderoles. Depuis les élections parlementaires de l'hiver 2005, l'Alliance est restée à l'écart des rues, mais elle reste en place en tant que mécanisme de coordination et de résolution des problèmes, chaque fois que des frictions surviennent sur les lieux de travail.

Le rapprochement entre les islamistes et la gauche s'est poursuivi lorsque les étudiants de la Tendance Socialiste Révolutionnaire, les Frères musulmans et certains indépendants ont créé le Syndicat libre des étudiants (FSU) en novembre 2005, afin d'agir comme une organisation parallèle aux syndicats étudiants dominés par le gouvernement. Le FSU était centré sur les universités de Helwan et du Caire, avec une présence minimale dans quelques autres universités, dont celle d'Ayn Shams. Après le truquage des élections d'octobre 2006 dans les syndicats étudiants, les Frères musulmans ont soutenu la FSU en approuvant la création de nouvelles sections dans des universités telles que al-Azhar, Mansoura et Alexandrie. Bien que la FSU soit loin de réaliser l'ambition de ses organisateurs – ils voulaient créer rien de moins qu'un syndicat étudiant implanté à l'échelle nationale –, dans les lieux où opère la FSU on a pu observer une amélioration des relations entre les Frères et la gauche radicale. Mustafa Muhi al-Din, un militant socialiste de l'université de Helwan, décrit les relations avec les Frères musulmans sur le campus comme étant amicales. *«Ils nous invitent à leurs événements et ils montrent de l'intérêt pour nos activités. Peut-être que le syndicat n'est pas encore très fort ici, mais il y a de l'espace pour des activités. Nous pouvons être actifs et diffuser notre message, en nous souciant de la Sécurité d'État,*

mais pas de la confrérie, et parfois ils nous donnent un coup de main. Nous faisons la même chose. Cela rend les choses plus faciles.» Abd al-'Aziz Mugahid, militant des Frères musulmans et président de la FSU à l'université de Helwan, évoque avec enthousiasme *«l'esprit fraternel»* qui règne sur le campus. *«Les Socialistes Révolutionnaires sont intervenus pour nous aider lors de manifestations de solidarité avec nos sœurs qui ont été expulsées des dortoirs parce qu'elles portaient le niqab, et ils nous ont soutenus lorsque l'administration a expulsé plus de 400 étudiants pour des raisons de sécurité. Ces activités communes n'étaient pas fréquentes auparavant.»*

*** Changement générationnel**

Les actions de solidarité avec l'Intifada palestinienne ont été menées par des étudiants à la fin de leur adolescence ou au début de la vingtaine. Politiquement vierges, ils ne sont pas affectés par le lourd héritage des combats historiques entre la gauche et les islamistes, et entre les différents courants de la gauche elle-même [4].

Entre-temps, le profil moyen du jeune militant des Frères musulmans s'est lui aussi transformé, et de nombreux jeunes de la confrérie sont ouverts à la coordination avec des groupes laïques. *«Les cadres des Frères musulmans ont changé»*, déclare Husam Tammam, auteur d'un récent livre sur l'organisation [5], *«ils se sont assimilés dans la société. Ils ne sont plus nécessairement originaires des ceintures de pauvreté et des marginaux d'aujourd'hui.»* L'entrée décisive de la confrérie dans la politique électorale *«s'est faite aux dépens de leur identité, et les a obligés à être plus pragmatiques»*, ajoute M. Tammam. *«Alors oubliez l'État islamique, le califat, etc. Plus les Frères sont entraînés dans l'arène politique, plus ils s'y intègrent, et plus ils essaient de fonctionner selon les règles de l'arène.»* Tammam poursuit : *«Les Frères musulmans ont changé dans leur rapport à l'art et à la société. Vous pouvez le constater chez les jeunes militants. Ils ont voté pour Ayman Nour [le candidat du parti libéral Ghad fondé en 2001, NdT]. Ce n'était pas un ordre central de la direction de l'organisation. Lorsqu'on ne donne aucun ordre aux jeunes membres, ils ne suivent pas nécessairement la ligne traditionnelle du groupe. À mon avis, le dernier événement remarquable organisé par les Frères, avant qu'ils ne descendent dans la rue, a été une manifestation organisée par les étudiants de la confrérie, la "Journée de Muhammad", qui a eu lieu le jour de la Saint-Valentin. Les jeunes islamistes se sont demandé : "Comment pouvons-nous aimer, mais d'une 'bonne' manière ?" Si vous comparez ce comportement à celui des jeunes islamistes en 1985, il est complètement différent. À l'époque, tout ce à quoi ils pensaient était d'établir un État islamique et de faire revivre le califat. Ils auraient considéré la Saint-Valentin comme une perte de temps. Mais aujourd'hui, les jeunes n'adoptent pas la même approche agressive.»*

Les observations de Tammam sont reprises par les militants de gauche qui ont partagé des cellules de prison avec des jeunes membres des Frères musulmans lors de la répression du printemps 2006, en solidarité avec les juges égyptiens qui avaient dénoncé la fraude et l'intimidation des électeurs lors des élections de 2005.

Sur son blog, le laïc indépendant de gauche 'Ala' Sayf a écrit à propos de sa rencontre avec les détenus des Frères musulmans : *«Ils sont issus de cette nouvelle catégorie d'islamistes qui lisent des blogs, regardent Al-Jazira, chantent des chansons sha'bi (populaires), parlent d'histoires d'amour intenses et scandent "A bas Moubarak". Et comme ils sont jeunes, la plupart d'entre eux n'ont jamais eu d'expérience carcérale. Ils attendaient de savoir s'ils allaient recevoir 15 ou 45 jours de détention pour commencer, s'ils allaient être envoyés dans une prison horrible ou super-horrible, et au milieu de tout cela, nous avons appris que je serais libéré le lendemain.»* A la nouvelle de sa libération, *«Tout d'un coup, ils se sont transformés de simples Frères musulmans en camarades ! Ils m'ont serré dans leurs bras, ils ont applaudi, ils m'ont serré la main, ils ont ri et ils étaient vraiment heureux de ma libération. (...) Lorsque vous parlez des 22 personnes qui ont été libérées cette semaine, ne dites pas que 22 sur 30 ont été libérées, dites 22 sur 600 (...) car nous faisons tous face aux mêmes accusations et combattons les mêmes tyrans.»* Le site officiel des Frères musulmans a invité 'Ala' Sayf à écrire un message aux jeunes des Frères musulmans. Le 24 juillet, il leur a écrit, en les appelant à être *«plus aventureux»* et en préconisant des actions de rue plus militantes.

Aujourd'hui, la majorité des courants de gauche continuent à s'opposer aux actions communes avec les islamistes (ou en tout cas ils s'en méfient), notamment la nouvelle Gauche démocratique (une tendance réformiste centrée sur le magazine *al-Busla*), le Parti communiste égyptien, le Parti socialiste du peuple et une fraction des militants des droits de l'homme. Mais les Frères musulmans et les camarades qui travailleront avec eux restent engagés dans la construction d'une confiance mutuelle. La

direction des Frères musulmans est résolument gradualiste, et toujours à la recherche de compromis avec le régime égyptien. Cette position risque d'entraver un nouveau rapprochement avec la gauche radicale, à moins que les jeunes Frères musulmans de base n'aient davantage leur mot à dire sur le fonctionnement de leur puissante organisation .

Hossam El-Hamalawy, mars 2007.

*** Notes de l'auteur**

[1] Les historiens de gauche divisent l'histoire du communisme égyptien en plusieurs « vagues ». La première vague a commencé en 1919 avec la fondation du Parti socialiste égyptien, qui est devenu plus tard le Parti communiste égyptien, avant d'être détruit par la répression du gouvernement dirigé par le Wafd en 1924. La deuxième vague a commencé à la fin des années 1930 avec la formation de cercles d'études communistes qui ont évolué en plusieurs organisations et fractions, avec de brèves périodes d'unité ; elle s'est terminée avec la dissolution du Parti communiste égyptien en 1965. La troisième vague a commencé en 1968 avec la renaissance des mouvements étudiants et ouvriers, a subi une défaite cuisante en 1977 et est officiellement morte avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. La quatrième vague (actuelle) a débuté en 1995, avec le lancement de la Tendance Socialiste Révolutionnaire.

[2] Le slogan a été inventé par Chris Harman, un théoricien de la Tendance socialiste internationale, basé en Grande-Bretagne, dans son article, «Le prophète et le prolétariat», accessible en ligne sur www.marxists.org. Le texte a été traduit en arabe et largement diffusé par les Socialistes Révolutionnaires en 1997.

[3] Voir Hossam el-Hamalawy, «Street Politics», *Cairo Times*, 26 septembre 2002 ; et Hossam el-Hamalawy, «Post-War Middle East», *Islam Online*, 30 avril 2003.

[4] El-Hamalawy, «Street Politics».

[5] Husam Tammam, *Tahawwulat al-Ikhwan al-Muslimin* (Le Caire , Madbouli, 2005).